

Conseil des ministres - Plan climat

(Paris, 12 juillet 2017)

Le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, a présenté une communication relative au plan climat.

Préparé à la demande du président de la République et du Premier ministre, le plan climat pour accélérer la transition énergétique et climatique a été présenté le 6 juillet 2017. Il vise à mobiliser l'ensemble des acteurs sur les mois et années à venir pour accélérer l'application opérationnelle de l'accord de Paris et en faire une réalité pour les Français et pour l'Europe.

Le plan climat présente la vision et l'ambition du gouvernement pour poser les bases d'un nouveau modèle de prospérité, plus économe en énergie et en ressources naturelles, et saisir les opportunités offertes en termes d'innovation, d'investissement et de création d'emplois. Il propose un changement profond pour les principaux secteurs émetteurs de gaz à effet de serre : bâtiment, transport, énergie, agriculture et forêt, industrie et déchets. La solidarité avec les plus vulnérables et les plus modestes, au Nord comme au Sud, est un fil rouge pour l'ensemble des actions prévues par le plan, pour ne laisser personne de côté et apporter des solutions à tous.

Il constitue un programme d'actions pour tout le quinquennat, qui mobilise l'ensemble des ministères concernés sous l'impulsion du président de la République et du Premier ministre : à cette fin, il comprend des mesures précises mais il définit aussi les grandes orientations d'action qui seront mises en oeuvre dans les mois qui viennent, et qui feront l'objet d'une concertation avec les parties-prenantes. La co-construction et la contractualisation avec les collectivités territoriales, les secteurs économiques concernés et la société civile seront recherchées dans tous les domaines.

Le plan climat s'articule autour de 6 axes :

- rendre irréversible la mise en oeuvre de l'Accord de Paris ;
- améliorer le quotidien de tous les Français ;
- en finir avec les énergies fossiles et s'engager dans la neutralité carbone ;
- faire de la France le numéro un de l'économie et de la finance vertes ;
- mobiliser le potentiel des écosystèmes et de l'agriculture pour lutter contre le changement climatique ;

- renforcer la mobilisation internationale sur la diplomatie climatique./.